



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ADEME



AGENCE DE LA  
TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE



---

# APPEL A PROJETS ECONOMIE CIRCULAIRE GUYANE

---

## Règlement 2023

A destination des associations et des entreprises  
Candidatures à envoyer avant le 8 mai 2023



## Table des matières

I) CONTEXTE .....	3
II) OBJECTIFS ET CIBLES .....	5
III) MODALITES ET CALENDRIER.....	6
IV) SELECTION DES PROJETS.....	7
V) Volets thématiques .....	8
Volet 1: Allongement de la durée d'usage - réemploi, réparation, réutilisation.....	8
Volet 2: Recyclage et valorisation (hors valorisation organique).....	10
Volet 3: Alimentation durable et gestion des biodéchets.....	12
VI) Annexes.....	14
Annexe 1: Trombinoscope DADT .....	14



## I) CONTEXTE

La transition vers une économie circulaire vise à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter. Elle appelle à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières. Cela passe par une hiérarchie des usages: la prévention, le réemploi, la réparation et la réutilisation, le recyclage et enfin les modes de traitement et de valorisation des déchets.

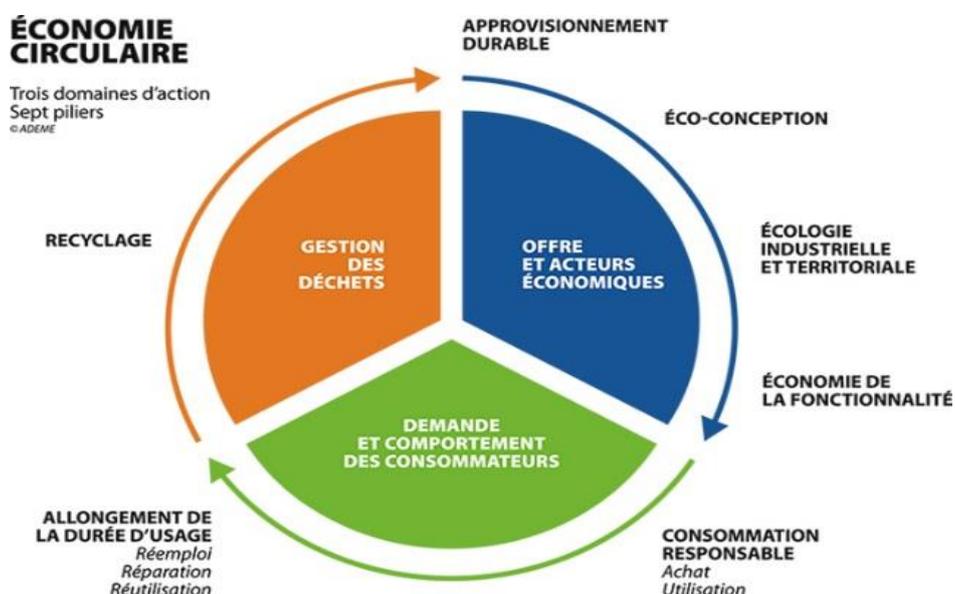
L'économie circulaire participe ainsi à la mise en œuvre du développement durable dans un contexte de mutation économique. Elle apparaît comme l'un des leviers pour sortir de la crise économique et environnementale actuelle. La loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire (AGEC), promulguée le 10 février 2020 vient renforcer cette dynamique

En Guyane, le Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets (PRPGD), validé le 16 décembre 2022, a pour objectif de se décliner sur tout le territoire et dans tous les secteurs d'activités. Il s'articule autour de 8 axes principaux, dont le développement de l'économie circulaire. Parallèlement, le projet de Plan Régional d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire (PRAEC) en Guyane s'appuie lui sur quatre axes :

- Acculturer l'ensemble de la société guyanaise à l'économie circulaire ;
- Accompagner efficacement les initiatives et les projets ;
- Développer l'économie circulaire au sein de l'économie Guyanaise ;
- Suivre et observer.

**Le présent appel à projets se veut un outil pour promouvoir le déploiement de l'économie circulaire en Guyane.**

Le schéma ci-dessus illustre les sept piliers de l'économie circulaire, que l'on peut définir par :





#### APPROVISIONNEMENT DURABLE

Privilégier les ressources renouvelables et les matières recyclées

#### ECO CONCEPTION

Elaboration de produits ou de services en réduisant leurs impacts sur l'environnement sur toutes les étapes de leur cycle de vie

#### ECOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

Organiser les activités économiques à l'échelle d'un territoire afin d'optimiser l'utilisation des ressources dans une logique de mutualisation et d'échange (Synergies entre les entreprises, création de réseaux d'acteurs...)

#### ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

Inventer une nouvelle offre client proposant l'utilisation du produit plutôt que le produit lui-même (location de services)

#### CONSOMMATION RESPONSABLE

Choisir un produit ou un service en prenant en compte ses impacts sur l'environnement (Lutte contre le gaspillage alimentaire, consommation locale)

#### ALLONGEMENT DE LA DUREE D'USAGE

Favoriser le réemploi, la réparation et/ ou la réutilisation

#### LE RECYCLAGE ET LA VALORISATION

Créer de nouvelles ressources par le recyclage, la valorisation énergétique et/ou organique des déchets



## II) OBJECTIFS ET CIBLES

L'économie circulaire est toujours émergente en Guyane : la notion est encore trop peu connue du grand public, des acteurs et du monde de l'entreprise, limitant de fait les collaborations pourtant nécessaires à son développement.

Cet appel à projets complète les actions structurantes menées en faveur de la collecte et du traitement des déchets par les collectivités.

Il vise à faire émerger des projets et des synergies qui conduisent à :

- L'économie de ressources par les territoires, les secteurs d'activités et les entreprises, la prévention et la valorisation locale des déchets,
- La pratique de nouvelles approches économiques.

Il comprend trois grands volets thématiques :

Volets thématiques	Typologie des projets attendus ?
Volet 1: Allongement de la durée d'usage - Réemploi, réparation, réutilisation	<ul style="list-style-type: none"><li>- Opérations pour le réemploi</li><li>- Projets ou structures dédiés à la réparation</li></ul>
Volet 2 : Recyclage et valorisation	Installations de recyclage et valorisation des déchets
Volet 3: Alimentation durable et gestion des biodéchets	<ul style="list-style-type: none"><li>- Opérations pour l'évolution des pratiques alimentaires</li><li>- Tri, collecte et valorisation des biodéchets</li></ul>

**Les cibles de l'appel à projets sont les :** associations, fondations, établissements publics, entreprises et acteurs privés.

**Les acteurs privés** bénéficiaires peuvent être les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire et les structures de l'économie conventionnelle, les instances inter-entreprises, les groupements d'entreprises, les groupements d'intérêt économique (GIE), les associations, les structures dédiées à la réparation...

L'organisme porteur du projet devra démontrer comment il organise la gouvernance liée au montage et au pilotage du projet.

La catégorie des entreprises est définie suivant les critères présentés dans le tableau ci-dessous (<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/structural-business-statistics/structural-business-statistics/sme>) :

Catégories	Effectifs	Chiffres d'affaires ou	Total du bilan
<b>Petite entreprise</b>	< 50	≤ 10 millions d'euros	≤ 10 millions d'euros
<b>Moyenne entreprise</b>	< 250	≤ 50 millions d'euros	≤ 43 millions d'euros
<b>Grande entreprise</b>	≥ 250	> 50 millions d'euros	> 43 millions d'euros



### III) MODALITES ET CALENDRIER

- **Modalités d'intervention financière :**

Les règles générales d'attribution des aides de l'ADEME ont été adoptées par son conseil d'Administration par délibération n°14-3-7 du 23/10/2014 modifiée. Elles s'appliquent à tous des dossiers relevant de cet Appel à Projets. Avant tout dépôt de dossier de candidature, le porteur doit lire attentivement les règles générales d'attribution des aides de l'ADEME sur son site internet : [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr).

Par ailleurs, les règles générales suivantes s'appliquent à tous les projets.

Le bénéficiaire atteste déposer la demande d'aide financière à l'ADEME avant tout commencement de réalisation de l'opération aidée, c'est-à-dire avant engagement rendant l'opération irréversible au sens du droit communautaire.

Les dépenses éligibles pourront démarrer au plus tôt à la date de dépôt du dossier définitif. Le demandeur recevra alors une confirmation de l'autorisation de commencement de l'opération. **Cette autorisation ne prévaudra pas et n'engagera pas de la décision définitive de l'ADEME quant à l'attribution ou non de la subvention sollicitée ou quant à son montant.**

Les dépenses éligibles devront être facturées et acquittées après la date de notification de l'acte et avant la date de fin de la période de soutien prévue au titre du même acte signé entre les parties.

L'ADEME se réserve la possibilité d'apporter toute modification rendue nécessaire au regard de l'évolution des encadrements communautaires ou des régimes d'aides applicables au moment de l'instruction du dossier et de la notification de l'aide.

- **Modalité d'accompagnement**

Les porteurs pourront se rapprocher de différentes structures pour une aide au montage de leurs dossiers :

Service DADT de la CTG	<a href="#">Voir trombinoscope DADT</a>	0694 16 91 31
CRESS	<a href="mailto:developpement@cress-guyane.org">developpement@cress-guyane.org</a>	06 94 22 11 87
GRAINE	<a href="mailto:direction@graineguyane.org">direction@graineguyane.org</a>	0694 38 28 01
Guyanasso	<a href="mailto:sava@groupe-aprosep.com">sava@groupe-aprosep.com</a>	0694 49 99 25

Il est rappelé que les études ou prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront être prises en charge dans le cadre de la subvention accordée par l'ADEME. L'ADEME se tient à disposition des porteurs pour toute demande d'information.

Référents Economie Circulaire :

Nandy CANAVY – [nandy.canavy@ademe.fr](mailto:nandy.canavy@ademe.fr)

Muriel DEGOBERT – [muriel.degobert@ademe.fr](mailto:muriel.degobert@ademe.fr)

Jules BASSINET – [jules.bassinnet@ademe.fr](mailto:jules.bassinnet@ademe.fr)



- **Calendrier**

**Cet appel à projet est ouvert du 8 février au 8 mai 2023.**

Les dossiers de demande de subvention sont à déposer sur la plateforme AGIR [www.agirpourlatransition.ademe.fr](http://www.agirpourlatransition.ademe.fr).

Un webinaire de présentation sera programmé **dès le lancement de la session**. Il illustrera les volets thématiques et sera le moment d'échange questions /réponses avec les porteurs de projet.

Durant la phase de dépôt de candidature, **à minima un entretien** devra être réalisé entre le porteur et les référents économie circulaire de l'ADEME.

Après examen par les équipes de l'ADEME, un jury de sélection des projets se réunira **la première semaine du mois de juin**.

Les premiers résultats seront communiqués aux porteurs le **12 juin 2023**.

#### **IV) SELECTION DES PROJETS**

Le jury de sélection des projets est piloté par l'ADEME. Il comprend les représentants de l'ADEME Guyane et pourra associer des partenaires extérieurs. L'ADEME pourra contacter le porteur du projet afin d'éclaircir des points particuliers et se réserve le droit d'orienter les dossiers vers d'autres financeurs.

Les aides financières seront attribuées aux projets retenus dans le présent AAP dans la limite des crédits disponibles au titre de l'année 2023.

Ne sont pas éligibles à l'appel à projets les études et les investissements résultant d'obligations réglementaires.

Les critères de sélection des dossiers sont les suivants :

- La pertinence du projet vis-à-vis de l'économie circulaire dans sa globalité : économie de la ressource, démarches de sobriété, substitution dans les ressources, réduction du taux de déchets destinés à l'enfouissement ;
- L'impact sur le territoire : le projet doit avoir un effet structurant (emploi, développement économique durable, gain de compétitivité des entreprises...);
- Pertinence du projet sur le territoire (cohérence avec la planification régionale, cohérence avec les installations déjà existantes, réflexions sur les mutualisations possibles...),
- Le caractère innovant ou démonstratif, reproductible et diffusant dans le contexte guyanais ;
- La pertinence technique, pertinence du choix du process
- L'adéquation entre les moyens humains, les moyens matériels envisagés et les objectifs fixés (l'équilibre économique du projet);
- Qualité des moyens mis en œuvre : faisabilité du projet, calendrier, pertinence, qualité et complémentarité des partenariats s'il y a lieu ;
- Clarté, précision, maturité et qualité du dossier de candidature.



## V) Volets thématiques

### Volet 1: Allongement de la durée d'usage - réemploi, réparation, réutilisation

#### Objet

---

L'économie circulaire basée notamment sur une absence de gaspillage et un allongement de la durée de vie des produits offre des perspectives plus durables.

Les politiques européenne et française mettent en priorité la prévention des déchets ; cette priorité est renforcée par le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD) 2021-2027 et par la loi AGECE qui vise à développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de réparation à la réutilisation.

L'ADEME souhaite encourager le développement du réemploi-réutilisation, ainsi que de l'offre de réparation en accompagnant le secteur en réponse au besoin de développement des structures et des acteurs.

#### Critères d'éligibilité

---

Peut être proposé tout projet réalisé en Guyane, quel que soit sa taille ou son secteur d'activité, qui engage une démarche d'allongement de la durée d'usage. Les projets d'animation, communication et formation seront traités en priorité.

L'objectif est de :

- Augmenter les flux réemployés-réutilisés-réparés
- Développer la professionnalisation des acteurs et des structures
- Créer un maillage territorial permettant de rendre le réemploi accessible à tous et favoriser les coopérations entre acteurs.

Pour les produits appartenant à une filière Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) les porteurs de projet **solliciteront obligatoirement les éco-organismes concernés pour information et contribution au financement.**

**Ne sont pas éligibles à cet appel à projets :**

- o Garages classiques ou solidaires
- o Dépôt vente
- o Réparateurs, sauf si le projet présente un caractère innovant ou expérimental
- o Zone de gratuité en déchèterie
- o Application/plateforme numérique (web ou mobile) d'échange de seconde main
- o Activités et équipements de valorisation des invendus non alimentaire (un invendu n'ayant pas eu de 1ère vie)



## Modalités d'intervention financière

Type d'opération	Type de dépenses éligibles	Taux d'aide maximum *
Aide à la décision	Etude de gisement récupérable marchés, magasins exploitations agricoles Etudes d'action à mener pour la réduction des invendus, outils de suivi des stocks	Non économique : 70 % Economique : 70% PE, 60% ME, et 50 % GE
Aide à l'investissement (Non prioritaire)	Remise en état, reconditionnement Recyclerie Aménagements	Non économique : 70 % Economique : 70% PE, 60% ME, et 50 % GE  Taux maxi sur les coûts de bâtiments/locaux : 30 %
Aide à la communication, animation et formation (Non liée à un projet d'investissement)	Outils de sensibilisation pour favoriser le réemploi, la réduction, la réparation Organisation d'ateliers, animation de projet Campagne de communication	<b>50 %</b> communication et formation  <b>70 %</b> animation
Chargé de mission pour la mise en œuvre d'un programme d'actions des relais	Équipement lié à la création d'un Équivalent Temps Plein dans un relais	15 000 €
	Dépenses internes de personnels liées au programme d'action	34 500 € /an/ETP sur 3 ans max
	Dépenses externes liées à la communication et à la formation	20 000 € / an

(\*) Taux maximum à la discrétion de l'instruction ADEME



## Volet 2 : Recyclage et valorisation (hors valorisation organique)

### Objet

---

Les récentes évolutions réglementaires à l'échelle européenne et nationale précitées vont également dans le sens d'un recyclage plus poussé.

Le recyclage est le mode de traitement des déchets favorisé par rapport à la valorisation énergétique ou l'élimination. Il contribue à réduire la pression sur les ressources naturelles. Il permet en effet de considérer le déchet non plus comme la dernière étape d'un système linéaire mais comme une matière première de recyclage.

Cela permet d'éviter l'extraction et la transformation de matières premières en considérant les déchets comme des ressources.

Cet appel à projets vise à structurer de nouvelles filières et à améliorer les performances de recyclage et de valorisation dans une logique d'économie circulaire. Il soutient les études et investissements dans des équipements et des solutions exemplaires de recyclage et/ou valorisation des déchets et le développement de solutions innovantes.

### Critères d'éligibilité et de sélection des projets

---

Les projets éligibles peuvent être variés. Les dispositions prises ou qui le seront pour sécuriser les approvisionnements de l'installation et les débouchés (filières d'utilisation des matériaux triés et sortants) seront analysées.

L'appel à projets doit permettre aux acteurs de proposer des projets visant à :

- o Répondre à l'objectif de détournement d'un déchet de l'enfouissement ;
- o Structurer une nouvelle filière autour du recyclage ou de la valorisation de déchets
- o Améliorer les installations existantes (amélioration des procédés, adaptations à de nouveaux déchets...)
- o Avoir des effets quantitatifs mesurables (flux valorisés ou évités, emplois créés ou maintenus, ...).

Pour les produits appartenant à une filière Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) les porteurs de projet **solliciteront obligatoirement les éco-organismes concernés pour information et contribution au financement.**

**Ne sont pas éligibles à cet appel à projets :**

- o Les équipements de tri des emballages/papiers ou liés à l'extension des consignes de tri de collecte sélective des déchets ménagers ;
- o Les opérations liées à la valorisation énergétique des déchets notamment la création d'unités d'incinération d'ordures ménagères ou de préparation de CSR.



## Modalités d'intervention financière

Type d'opération	Type de dépenses éligibles	Taux d'aide maximum
Aide à la décision	Diagnostic (état des lieux technique et/ou organisationnel avec étude critique et comparative de différentes solutions)	
	Accompagnement de projet (aide à la réalisation et détermination de la faisabilité de projet)	
Aide à l'investissement	Unités de recyclage et valorisation Unités de remanufacturing Equipements de tri et de valorisation de nouvelles typologies ou volumes de déchets jusqu'alors non valorisés Amélioration d'installations existantes	Non économique : 70 % Economique : 70% PE, 60% ME, et 50 % GE
Aide à la communication, formation, animation (Non liée à un projet d'investissement)	Actions de sensibilisation	<b>50%</b> communication et formation <b>70%</b> pour l'animation

(\*) Taux maximum à la discrétion de l'instruction ADEME



## Volet 3 : Alimentation durable et gestion des biodéchets

### Objet

---

L'alimentation constitue le premier poste responsable des émissions de gaz à effet de serre, devant le transport et le logement.

La majeure partie des impacts environnementaux de l'alimentation se situe à l'étape de production agricole, et dépend donc en grande partie de la nature des aliments consommés et de leurs modes de production. Des marges de progrès existent.

Par ailleurs, les autres étapes de la chaîne alimentaire peuvent être optimisées pour limiter les impacts, qu'il s'agisse de la logistique, de la transformation, du conditionnement (emballages), ou de la gestion des biodéchets.

Les ressources biologiques en tant que matière renouvelable et disponible en proximité s'inscrivent pleinement dans la logique de l'économie circulaire et territoriale. On observe toutefois un besoin d'améliorer la cohérence des projets autour de la matière organique : prévention, compostage, méthanisation et agriculture.

NB: La loi AGEC généralise ce tri à la source des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023, pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets à partir de 5 t/an.

Jusqu'à cette échéance les soutiens financiers de l'ADEME restent possibles.

### Critères d'éligibilité et de sélection des projets

---

Les porteurs privés doivent travailler en collaboration avec les collectivités si elles s'impliquent sur les flux actuellement gérés par le service public.

Les projets déposés devront viser en priorité à :

- o L'évolution des pratiques alimentaires
- o La réduction des impacts des produits ou la mise à disposition de produits à moindre impact (consommation locale, végétalisation des régimes...)
- o La lutte contre le gaspillage alimentaire
- o La généralisation du tri à la source des biodéchets et la valorisation organique
  - Renforcer les opérations de **gestion de proximité** des biodéchets,
  - Faciliter la mise en place du tri à la source des biodéchets dans les entreprises,
  - Préparer et **valoriser les déchets organiques** (y compris par méthanisation).
- o La lutte contre le brûlage des déchets verts

### Ne sont pas éligibles à cet appel à projets :

- o Les installations de traitement mécano biologique ;
- o Les projets permettant de répondre à la législation / réglementation en vigueur relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire.



## Modalités d'intervention financière

Type d'opération	Type de dépenses éligibles	Taux d'aide maximum
Aide à la décision	Diagnostic (état des lieux technique et/ou organisationnel avec étude critique et comparative de différentes solutions)	Non économique 70 % Economique : 70% PE, 60% ME, et 50 % GE
	Accompagnement de projet (aide à la réalisation et détermination de la faisabilité de projet)	
Aide à l'investissement	Gestion de proximité (bio-seaux, bacs, sacs biodégradables ...), collecte mobilité douce	Non économique 70 % Economique : 70% PE, 60% ME, et 50 % GE
	Traitement (plateforme de compostage, broyeurs, sécheurs, installations de déemballage et déconditionnement ...)	
	Méthanisation	Au cas par cas suivant analyse technico-économique
Aide à la communication, formation, animation (Non liée à un projet d'investissement)	Animation : ateliers, réunions Formation : modules pédagogiques Communication : outils de sensibilisation sites internet, évènements,	<b>50 %</b> communication et formation <b>70 %</b> pour l'animation
Programme d'actions des relais	Équipement lié à la création d'un Équivalent Temps Plein dans un relais	15 000 €
	Dépenses internes de personnels liées au programme d'action	34 500 € /an/ETP sur 3 ans max
	Dépenses externes liées à la communication et à la formation	20 000 € / an

(\*) Taux maximum à la discrétion de l'instruction ADEME

## VI) Annexes

### Annexe 1: Trombinoscope DADT

#### DADT - Dispositif d'Appui au Développement Territorial



**Irvina ABLANC**  
Agent de Développement local du Haut Maroni  
[irvina.ablanc@ctguyane.fr](mailto:irvina.ablanc@ctguyane.fr)  
0694 92 09 60



**Marius OUEDRAOGO**  
Agent de Développement local du Bas Maroni  
[marius.ouedraogo@ctguyane.fr](mailto:marius.ouedraogo@ctguyane.fr)  
0694 40 39 30



**Juno FORTUNE**  
Agent de Développement local du Centre Littoral  
[juno.fortune@ctguyane.fr](mailto:juno.fortune@ctguyane.fr)  
0694 16 91 09

En cours de recrutement  
Agent de Développement local des Savanes  
Contacter Grégory CAYO pour  
l'accompagnement de porteurs de projets



**Kaline RUFFINEL**  
Agent de Développement économique  
Ouest  
[kaline.ruffinel@ctguyane.fr](mailto:kaline.ruffinel@ctguyane.fr)  
0694 16 90 55



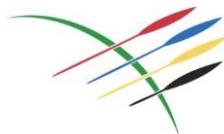
**Karen GRANGETTE**  
Agent de Développement économique  
Est et Centre littoral  
[aren.grangette@ctguyane.fr](mailto:aren.grangette@ctguyane.fr)  
0694 16 90 53



**Grégory CAYO**  
Agent de Développement économique  
Savanes et Centre littoral  
[gregory.cayo@ctguyane.fr](mailto:gregory.cayo@ctguyane.fr)  
0694 16 91 46



**Lisbeth BEDREGAL**  
Coordinatrice  
[lisbeth.bedregal@ctguyane.fr](mailto:lisbeth.bedregal@ctguyane.fr)  
0694 16 91 31



Pour toute question :  
[contact.dadt@ctguyane.fr](mailto:contact.dadt@ctguyane.fr)